



Une contradiction inhérente: les activités environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de l'industrie du tabac

October 2022

Associer le tabac à des activités environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) est tout aussi fallacieux que coupler «tabac et responsabilité sociale des entreprises» ou «tabac et droits humains».

Les fabricants de tabac s'enrichissent grâce à des produits qui tuent ceux qui les consomment, créent une dépendance chez les jeunes générations et détériorent l'environnement.

S'ils faisaient preuve d'une véritable responsabilité sociale, les fabricants de tabac cesserait de commercialiser aux quatre vents leurs produits ou leurs marques et paieraient des indemnités pour les dommages qu'ils causent, comme le propose la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé (CCLAT de l'OMS), le traité mondial contre le tabagisme. Le fait d'autoriser les fabricants de tabac à utiliser leurs rapports ESG pour documenter et promouvoir leurs présumées activités de RSE, sans aucune réserve, envoie le message que l'industrie du tabac peut poursuivre ses activités nocives comme si de rien n'était.

LES PRINCIPAUX ENJEUX:

- Les rapports environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont un outil que les fabricants de tabac utilisent de plus en plus pour obtenir l'assentiment des investisseurs, des décideurs politiques et des consommateurs.
- Les rapports ESG permettent aux fabricants de tabac de promouvoir leurs initiatives entrepreneuriales de responsabilité sociale (RSE) et d'occulte les dommages considérables qu'ils causent à la santé, à l'économie et à l'environnement.
- «La RSE de l'industrie du tabac» est contradictoire par nature car cette industrie viole foncièrement les droits humains. Elle sait qu'elle vend des produits mortels. Afin de maximiser ses profits, il arrive que l'industrie réduise le salaire des travailleurs ou ait recours au travail des enfants pour fabriquer ses produits, sans compter que ses activités ont indéniablement un impact néfaste sur l'environnement et la santé.

LES PRINCIPAUX ENJEUX (SUITE)

- La soi-disant RSE de l'industrie du tabac enfreint le traité mondial de lutte antitabac, la CCLAT de l'OMS, ainsi que les lois nationales de nombreux pays. On la reconnaît et définit mondialement comme une forme de promotion du tabac.
- Le caractère mortel des produits du tabac exige que l'on continue d'appliquer des règles d'exclusion à l'égard de l'industrie du tabac.
- On devrait interdire la RSE et les activités ESG de l'industrie du tabac et on devrait lui refuser la possibilité de produire des rapports ESG.
- Là où les activités ESG et la RSE de l'industrie du tabac ne peuvent être totalement interdites à cause d'obligations d'ordre constitutionnel, il faut exiger que les rapports ESG se conforment aux normes du traité mondial de lutte antitabac.

CONTEXTE:

I. Les rapports ESG sont utilisés de plus en plus fréquemment comme une stratégie pour obtenir l'assentiment des investisseurs, des décideurs politiques et des consommateurs et pour faire croire au respect des Objectifs de développement durable (ODD).

Les rapports d'activités de RSE ou en faire la publicité¹ peuvent avoir l'effet d'améliorer la perception qu'a le public de l'entreprise et de sa performance en bourse. On observe que les rapports de RSE tendent désormais à insister sur les cadres de référence et les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)² du fait de la croissance rapide de l'intérêt pour les actions boursières notées ESG ou les fonds ESG.³ Les Nations Unies (ONU) ont aussi intégré les facteurs ESG en définissant des Principes pour l'investissement responsable (PRI), une initiative qui visait au départ à mettre en réseau des investisseurs engagés dans l'«investissement responsable» et que l'on associe parfois à un alignement sur les ODD.

Ce à quoi le terme «ESG» fait référence

L'aspect «environnemental» renvoie aux risques climatiques et aux préoccupations environnementales. L'aspect «social» englobe les enjeux du monde du travail, les droits humains et les préoccupations des consommateurs et des parties prenantes.

La «gouvernance» fait référence à la gouvernance et au comportement des entreprises, y compris la compétence des conseils d'administration.

II. Les rapports ESG seront soumis à des normes plus strictes, pouvant favoriser des activités de RSE qui conduisent à de meilleurs résultats.

Les organismes réglementaires de l'UE et des États-Unis travaillent à établir des standards de divulgation des informations dans les rapports ESG, comme c'est le cas avec la directive proposée par la Commission européenne (CE) sur la publication par les entreprises d'informations en matière de durabilité,⁴ ou avec l'amendement aux règles et modalités de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.⁵ Ces normes permettront de définir la portée des rapports ESG, de les aligner sur les ODD et les objectifs en matière de changement climatique,⁶ et d'améliorer la collecte et l'analyse des données. En établissant des paramètres de mesure, il est probable que ces normes encouragent la mise sur pied d'activités de RSE qui aient un meilleur impact. Elles auront aussi un effet sur les responsabilités légales de toutes les grandes transnationales, y compris la manière dont elles opèrent dans les pays en développement. Actuellement, l'industrie du tabac divulgue ses activités ESG selon ses propres paramètres, ce qui lui permet d'occulter des informations qui ont leur importance, dont la violation des droits humains tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.⁷

III. Dans leurs rapports ESG, les fabricants de tabac se présentent faussement comme étant socialement responsables.

Il est vraisemblable qu'en diffusant leurs activités de RSE dont celles associées aux facteurs ESG, les fabricants de tabac réussissent à se mettre en valeur ou à promouvoir leurs produits du tabac, bien qu'on les sache fondamentalement incapables d'être «socialement responsables».⁸ Les rapports ESG des compagnies de tabac tendent à tromper les investisseurs, leur principal public-cible, en leur faisant croire que les fabricants de tabac peuvent être «durables» et être cotés ESG. Ces rapports sont également diffusés auprès du grand public.⁹

Il ne fait nul doute que les activités qu'invoque l'industrie du tabac dans ses rapports ne peuvent compenser les énormes méfaits qu'elle cause.

Elle se félicite d'activités dont elle passe délibérément sous silence des informations clés, comme par exemple:

- le fait qu'elle offre des dons symboliques et des programmes de gestion de l'eau aux communautés agricoles mais qu'elle maintient le faible prix du tabac avec pour effet de maintenir les agriculteurs dans la pauvreté;¹⁰
- le fait qu'elle «collabore avec les gouvernements»¹¹ sur les enjeux du travail des enfants et se présente comme un bon employeur mais qu'en fait, elle réussit à disparaître derrière ses nombreux contrats avec des tiers, qui font écran, et à se soustraire de sa responsabilité à lutter concrètement contre le travail des enfants;⁹
- le fait qu'elle mène des campagnes de reboisement et détourne le regard de la problématique des déchets d'usine, tout en maintenant une politique de bas prix sur les feuilles de tabac (malgré une forte marge de profits), forçant les agriculteurs à adopter des pratiques de déforestation;¹²
- le fait qu'elle parraine des campagnes de bonne gestion des déchets et des actions de nettoyage des plages côtières au lieu d'éliminer les filtres de cigarettes, dont le contenu en fibres plastiques est à l'origine de formes plus pernicieuses de cancer du poumon sans compter qu'ils polluent les océans et tuent la vie marine.¹³
- le fait qu'elle investit dans de «nouveaux produits» et des entreprises de santé et bien-être pour construire un discours entrepreneurial selon lequel elle a changé ses façons de faire, mais qu'elle continue à engranger des profits principalement de la vente de cigarettes et à exploiter les lois des pays en développement pour en vendre davantage;¹⁴
- le fait qu'elle finance des projets de lutte contre la contrebande (ex. PMI Impact) qui occultent les constats de sa complicité persistante sur la question;¹⁵ et
- le fait qu'elle finance des fondations (par exemple, la Fondation de PMI pour un monde sans tabac) qui, par le biais des subventions qu'elles octroient, augmentent le nombre de partenaires susceptibles de faire pression en appui à l'industrie du tabac et de promouvoir ses intérêts.¹⁶

L'ENJEU: tenir compte de principes clés pour évaluer les rapports ESG de l'industrie du tabac

I. La RSE de l'industrie du tabac, mise en valeur dans ses rapports ESG, est une contradiction inhérente.

Les produits du tabac sont classés comme étant particulièrement nocifs. Ils font 8 millions de victimes chaque année et coûtent à l'économie mondiale au moins 1,4 trillion de dollars américains annuellement.¹⁷

Contrairement aux autres industries dont la contribution à la société est vue comme une éthique d'entreprise, les activités de RSE de l'industrie du tabac sont une antinomie en soi car les fonctions fondamentales de l'industrie du tabac¹⁸ sont en contradiction avec les buts visés par les politiques de santé publique.¹⁹ Les experts en droits humains considèrent que l'industrie du tabac est incapable d'en respecter les principes car les profits réalisés grâce à des produits mortels violent foncièrement les droits humains.²⁰ Ce point de vue est conforme à la CCLAT de l'OMS, qui s'appuie sur le droit fondamental²¹ qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre ([PIDESC, 1966](#)),²² et met une emphase particulière sur les droits des femmes ([CEDEF, 1979](#))²³ et des enfants ([CDE, 1989](#)).²⁴

II. La RSE de l'industrie du tabac, mise en valeur dans ses rapports ESG, est interdite par la CCLAT de l'OMS et les lois nationales.

La CCLAT de l'OMS définit la RSE de l'industrie du tabac comme une forme de promotion. À ce titre, le traité recommande que la RSE lui soit totalement prohibée, que celle-ci prenne la forme de dons/parrainages ou lorsque «les sociétés [de tabac s'adonnent] à des pratiques commerciales «socialement responsables» (bonnes relations entre employeurs et employés ou protection de l'environnement, par exemple)», car la promotion de ces activités aurait «pour but, effet ou effet vraisemblable de promouvoir directement ou indirectement un produit du tabac ou l'usage du tabac.»²⁵

Les directives soulignent que l'industrie du tabac utilise ces activités à deux fins: pour se démarquer du caractère mortel du produit qu'elle fabrique et qu'elle vend ou pour s'ingérer dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé publique. En effet, des chercheurs ont constaté que l'industrie du tabac a utilisé des activités de RSE pour accéder aux décideurs politiques et saper les lois sur la santé ou pour apaiser ceux-ci et empêcher toute réglementation,²⁶ et que ces activités profitaient aux fabricants de tabac en projetant une image publique positive,²⁷ notamment auprès des jeunes.²⁸

C'est pourquoi le traité a été adopté par plus de 180 Parties et exige de ses membres qu'ils protègent leurs politiques de l'ingérence de l'industrie du tabac et, dans les cinq ans suivant leur adhésion au traité, qu'ils interdisent totalement la publicité et les activités de promotion et de parrainage en faveur du tabac. Là où les normes constitutionnelles ne permettent pas de la bannir complètement, les Parties au traité doivent sensibiliser les divers paliers de gouvernement à la véritable nature de la RSE de l'industrie du tabac et à sa portée, la restreindre et la dénormaliser, pour ensuite interdire qu'elle soit publicisée ou divulguée au public.²⁹ (Voir l'annexe 4)

Pour atteindre les objectifs de la CCLAT de l'OMS, plus de 70 pays interdisent déjà toute forme de marketing de l'industrie du tabac, y compris la soi-disant RSE.³⁰ Ils ont mis en œuvre ces interdictions en rejetant catégoriquement les contributions de l'industrie du tabac, en dénonçant ses soi-disant activités de RSE et en démontrant l'incongruité de celles-ci par rapport à la réalité. (Voir le tableau de l'annexe sur les efforts des pays)

III. Là où il n'est pas constitutionnellement possible d'interdire la RSE de l'industrie du tabac, cette RSE et la façon de s'y référer dans les documents ESG doivent être soumises à une réglementation stricte.

Les directives du Traité prévoient que, dans les cas où les activités de RSE ne peuvent être interdites pour des raisons constitutionnelles,³² la seule situation où une compagnie de tabac peut divulguer de telles activités

ou des dépenses connexes est lorsqu'elle est légalement tenue de faire rapport de ses dépenses en la matière, par exemple dans un rapport annuel.³¹

Les lignes directrices du Traité prévoient que les Parties doivent exiger des informations à l'industrie du tabac et à ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts³³ afin d'être informées des activités de l'industrie du tabac (la production, la fabrication, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes, les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques et toutes autres activités)^{34,35} qui «ont des répercussions négatives sur les efforts de lutte antitabac»³⁶ Les Parties doivent en exiger la transparence et l'exactitude³⁷ et «favoriser l'accès du public à ces informations»^{38,39} sans que cela ne justifie pour autant la diffusion publique de ces activités ou d'en faire la promotion. Notamment, des sanctions obligatoires devraient également être imposées à l'industrie du tabac au cas où des informations erronées ou trompeuses seraient fournies.⁴⁰

IV. Les rapports de l'industrie du tabac doivent être conformes aux objectifs du traité.

L'industrie du tabac a agi dans le passé pour saper les objectifs de la CCLAT de l'OMS et est considérée comme le plus grand obstacle à la réalisation de la cible 3A des ODD (mise en œuvre de la CCLAT).⁴¹ L'industrie du tabac doit cesser de faire obstacle à la réalisation des objectifs du traité, y compris les efforts des Parties visant à:

- A. Protéger les politiques de santé publique des intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac. Cela exige que l'industrie du tabac prouve qu'elle a cessé de s'ingérer dans l'élaboration des politiques publiques (en démontrant, par exemple, la réduction ou l'élimination de ses budgets destinés aux activités de lobbying) et a favorisé l'adoption de formes de réglementation les plus strictes possible.ⁱ
- B. Prendre des mesures législatives en matière de responsabilité pénale et civile, y compris l'indemnisation le cas échéant. Cela signifie que l'industrie du tabac doit favoriser la demande des victimes à une indemnisation et éviter de poursuivre les gouvernements en justice.

C. Promouvoir des alternatives économiquement viables pour les travailleurs, les cultivateurs et les petits vendeurs de tabac.⁴² Pour soutenir des activités alternatives économiquement viables, l'industrie du tabac doit dissuader la production de tabac et s'abstenir de séduire les cultivateurs de tabac à faible revenu avec des prêts qu'ils ont du mal à rembourser.

D. Tenir dûment compte de la protection de l'environnement et de la santé des personnes en ce qui concerne la culture et la fabrication du tabac sur leurs territoires.⁴³ Les produits du tabac causent des dommages environnementaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie. L'industrie du tabac doit, à terme, cesser de produire des produits du tabac et devrait être amenée, dans un premier temps, à éliminer les filtres de cigarettes qui entraînent davantage de risques pour la santé et génèrent des déchets toxiques.

V. L'industrie du tabac doit être soumise à des règles d'exclusion et le fait de produire des rapports ESG ne devrait pas favoriser la participation des fabricants de tabac à la table des politiques.

Bien que les rapports ESG peuvent être vus comme une stratégie du secteur privé pour établir des partenariats avec les gouvernements en matière de développement durable, l'industrie du tabac ne peut être considérée comme une alliée du développement durable. Le traité recommande que l'on ne permette pas à l'industrie du tabac d'occuper un siège à la table, sinon cela peut porter atteinte à l'obligation du gouvernement de protéger la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac. Les politiques sous-jacentes aux règles concernant les rapports ESG doivent également être protégées de toute ingérence de l'industrie du tabac.

Exclure l'industrie du tabac des discussions sur les politiques et les réglementations est chose courante. Les représentants de l'industrie du tabac ont été systématiquement écartés des réunions du traité sur le tabac. Nombreux sont les gouvernements qui ont adopté des règles visant à prévenir les conflits d'intérêts avec l'industrie du tabac,⁴⁴ qui se sont retirés d'événements parrainés par les fabricants de tabac⁴⁵ ou qui ont rejeté les partenariats avec ceux-ci.

Par exemple, la déclaration politique de 2011 de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles, qui reconnaît le rôle du secteur privé, a spécifiquement isolé l'industrie du tabac en reconnaissant «qu'il existe un conflit d'intérêts fondamental entre l'industrie du tabac et la santé publique.» Cela reflète bien le consensus mondial qui existe actuellement sur l'industrie du tabac. Outre les gouvernements qui ont adopté des mesures pour exclure ou limiter les interactions avec l'industrie du tabac afin d'éviter les conflits d'intérêts, plusieurs institutions internationales et sociétés mondiales de gestion d'actifs ont adopté des règles spéciales pour exclure l'industrie du tabac des initiatives de développement durable.

Les règles de l'ONU en matière de partenariat excluent systématiquement l'industrie du tabac compte tenu que ses activités violent les valeurs fondamentales de l'ONU. L'Approche commune aux entités membres du Groupe des Nations Unies pour le développement durable (GNUDD) en matière de recherche prospective et d'exercice du devoir de diligence dans le cadre des partenariats avec le secteur privé,⁴⁶ adoptée en 2019, inclut des critères d'exclusion concernant le tabac. Cette approche a inspiré les orientations du Pacte mondial des Nations Unies, qui exclut les fabricants de tabac, ainsi que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Elle s'aligne aussi avec le Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques de l'OMS (2016).

i. Par exemple, prouver que l'industrie a cessé de s'opposer à l'interdiction de la publicité, aux politiques antitabac, aux politiques de prix et de taxation, aux emballages neutres et aux avertissements graphiques, aux restrictions sur les produits et aux mesures pour en limiter l'accès, et à l'élimination du commerce illicite.

qui a été négocié et adopté par les États membres,⁴⁷ ainsi que [la résolution de l'ECOSOC de l'ONU \(2017\)](#) qui établit une politique modèle pour les agences de l'ONU.ⁱⁱ

Exclusions du secteur privé

De nombreuses sociétés d'investissement et entreprises financières, qui représentent un public de choix pour les rapports ESG, ont également exclu les fabricants de tabac de leur portefeuille,⁴⁸ notamment ABN AMRO, AXA,⁴⁹ First State Investments,⁵⁰ APG Capital,⁵¹ Bentham Capital,⁵² le groupe La Française,⁵³ AGR La Mondiale⁵⁴ et KFW Capital.⁵⁵ Plus de 16 mille milliards de dollars américains d'actifs sous gestion sont actuellement couverts par cette exclusion.

RECOMMANDATIONS:

Jusqu'à maintenant, il est possible d'argumenter que les rapports ESG de l'industrie du tabac ont fourni des informations erronées et trompeuses et occulté l'impact réel des produits du tabac. L'industrie du tabac est incapable d'entreprendre des activités socialement responsables car ses produits et les visées de son modèle d'affaires violent les droits humains et n'apportent aucun bénéfice à l'humanité. Sans compter que l'ONU et d'autres agences internationales ont systématiquement exclu l'industrie, à l'instar de nombreux portefeuilles ESG.

Sur la base de ces précédents et par souci de cohérence avec la politique-cadre d'interdiction totale de la publicité, de la promotion et du parrainage, il faut interdire l'inclusion des prétendues activités de RSE de l'industrie du tabac au sein des documents ESG et que ceux-ci puissent servir à en faire la promotion. Non seulement doit-on exclure l'industrie du tabac des rapports ESG mais on doit plutôt lui exiger de fournir aux gouvernements les informations requises par la CCLAT de l'OMS et ses directives.

Le traité reconnaît toutefois que dans certaines juridictions, il peut exister des contraintes constitutionnelles qui ne permettent pas d'interdire la RSE et les rapports ESG. Là où c'est le cas, la réglementation concernant les activités de RSE de l'industrie du tabac et les rapports ESG doit garantir leur conformité avec le consensus mondial sur l'industrie du tabac et les parrainages. Au minimum:

I. Les rapports ESG de l'industrie du tabac doivent révéler toute l'étendue des méfaits du tabac et fournir toute autre information nécessaire.

Afin d'éviter d'induire les investisseurs en erreur, les fabricants de tabac doivent fournir une évaluation précise et indépendante des dommages causés par le tabac, notamment les chiffres concernant les personnes décédées, les pertes économiques subies, les enfants affectés, l'appauvrissement des agriculteurs, la dépendance des jeunes, les ressources naturelles détruites ou polluées ainsi que sur les autres principaux domaines touchés. Une vérification indépendante de la véracité et de l'exactitude des rapports peut réduire le risque qu'ils soient utilisés comme un levier pour inciter à la consommation de tabac ou donner une image positive de l'entreprise ou de la marque de tabac.

De plus, il faut exiger de l'industrie du tabac qu'elle fournit des informations sur ses activités telles que la recherche, la part de marché, ses dépenses de marketing, ses recettes ainsi que toute autre activité, y compris le lobbying, la proposition de politiques, ses activités caritatives, ses contributions politiques, son financement de tiers effectué directement ou indirectement, et d'autres activités qui pourraient avoir un effet sur la capacité des gouvernements à atteindre les objectifs du traité.⁵⁶

Il faut exiger que l'industrie du tabac rende des comptes et fasse preuve de transparence quant aux informations

ii. De nombreuses agences des Nations Unies ont adopté une politique similaire d'exclusion des fabricants de tabac en ce qui concerne les partenariats avec le secteur privé (par exemple, le PNUE, le PNUD, l'UNESCO; voir l'annexe 4). Des organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système de l'ONU, comme la Banque mondiale, prévoient également des [règles d'exclusion](#) afin de garantir que les prêts et les investissements de la banque n'aillent pas à la production, à la commercialisation ou à l'importation de tabac, car la banque cherche à aider les pays à diversifier leur économie et ne pas dépendre du tabac. La Société financière internationale prévoit des [règles similaires](#).

qu'elle fournit, sous peine de sanctions obligatoires en cas d'informations erronées ou trompeuses.

II. Les rapports ESG de l'industrie du tabac ne doivent pas contrevénir aux interdictions de parrainage des produits du tabac.

Selon plusieurs, les visées économiques de l'industrie du tabac et ses activités de RSE vont à l'encontre des droits humains⁵⁷ des objectifs de développement durable⁵⁸ et, par conséquent, des critères ESG. Selon les directives du traité, même la promotion de la «gestion environnementale» de l'industrie du tabac (qui se traduit par des programmes de REP) aurait le but, l'effet ou l'effet vraisemblable de promouvoir un produit du tabac ou l'usage direct ou indirect du tabac.⁵⁹ C'est pourquoi de nombreux pays ont interdit la prétendue RSE de l'industrie du tabac et ont pris des mesures pour la remettre en question.

Là où l'industrie du tabac est tenue de rendre compte de ses activités ESG, il est important que l'on communique publiquement et de manière claire le cadre du débat et la réglementation gouvernementale qui les concernent afin d'éviter de donner l'impression que l'on encourage les activités de RSE et que l'on puisse faire confiance aux fabricants de tabac pour mener de véritables activités de RSE.

Bien que les investisseurs soient les véritables destinataires des rapports ESG, l'industrie du tabac en a fait une large diffusion, notamment auprès des médias, des décideurs politiques et du grand public. C'est pourquoi il faut réglementer de façon stricte les stratégies de communication de l'industrie du tabac concernant ses rapports ESG ou ses rapports connexes, et interdire toute forme de publicité directe ou indirecte. La seule exception prévue par les lignes directrices du traité concerne les «rapports d'entreprise» ou «l'administration commerciale nécessaire», car il est entendu que ceux-ci sont destinés à un public spécifique dans le cadre d'activités d'affaires (aux actionnaires actuels et potentiels, aux fournisseurs ou aux employés, par exemple). Pour ce faire, les rapports doivent simplement fournir les données requises et ne doivent pas être présentés d'une manière attrayante.

Bien que le public puisse avoir accès aux rapports sur les activités de l'industrie du tabac, les rapports ESG d'une compagnie de tabac ne doivent pas être utilisés comme moyen d'autopromotion, puisque cela aurait «le but, l'effet ou l'effet vraisemblable de promouvoir un produit du tabac ou l'usage direct ou indirect du tabac»⁶⁰.

III. Les rapports ESG de l'industrie du tabac devraient démontrer comment l'industrie du tabac a cessé de s'ingérer dans les politiques publiques de lutte antitabac.

La mise en œuvre de la CCLAT de l'OMS est l'un des objectifs spécifiques des ODD. L'industrie du tabac devrait donc être tenue de transmettre des informations supplémentaires et révéler les mesures qu'elle a prise pour éviter d'être un obstacle à la mise en œuvre du traité. Il lui faut, entre autres:

- Garantir qu'elle ne fait pas de publicité avec ses rapports de RSE ou ESG (outre une communication directe qui soit nécessaire à l'administration commerciale). Dans un souci de transparence, le gouvernement doit rendre les données accessibles au public.⁶¹
- Éviter toute relation avec des fonctionnaires ou des agences du gouvernement, sauf si on lui exige de participer à un exercice gouvernemental visant à la réglementer efficacement ou à réglementer ses produits.⁶²
- S'abstenir d'établir des partenariats ou conclure des ententes avec les gouvernements.⁶²
- S'abstenir d'entreprendre des activités de publicité, de promotion ou de parrainage, y compris des activités de soi-disant RSE.
- S'abstenir de devenir membre d'un organisme, d'un comité ou d'un groupe chargé d'élaborer ou de mettre en œuvre des politiques de lutte antitabac.⁶²
- S'abstenir de verser des contributions, y compris des contributions politiques.^{62,63}
- S'abstenir d'exploiter les lois moins rigoureuses, notamment dans les pays où la législation est déficiente et dans les pays en développement où l'application de la loi peut être plus laxiste.⁶²
- S'abstenir de s'ingérer dans l'élaboration des politiques de lutte antitabac ou leur mise en œuvre et de poursuivre les gouvernements en justice pour ce faire.⁶²

- Supprimer les filtres des cigarettes afin d'arrêter de tromper les consommateurs, et reconnaître que les filtres présentent davantage de risques pour la santé et génèrent des déchets plastiques toxiques.⁶⁴
- Permettre que les victimes puissent facilement demander une indemnisation pour préjudices et accepter que les gouvernements adoptent des mesures pour dissuader la production de tabac.^{65,66}

Remerciements et crédits

Ce dossier a été préparé par Deborah Sy pour le Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC), un partenaire de l'organisme de surveillance de l'industrie du tabac STOP, grâce aux contributions de Chloe Momas de Smoke Free Partnership et des partenaires de STOP. Mise en page par Vital Strategies.

IV. L'industrie du tabac doit être exclue de l'élaboration des politiques qui réglementent les rapports ESG de l'industrie du tabac.

Les gouvernements ont le devoir de protéger les politiques antitabac de toute ingérence de l'industrie du tabac. C'est devenu une pratique courante au sein des agences internationales qui travaillent sur le développement durable de refuser toute relation avec l'industrie du tabac.⁶⁷ Les lignes directrices du traité prévoient qu'au niveau national, les représentants du gouvernement ne devraient avoir d'interaction avec l'industrie du tabac que lorsque cela est nécessaire et en se limitant à ce qui est strictement nécessaire pour leur permettre de réglementer efficacement l'industrie du tabac et les produits du tabac⁶⁸ (autrement dit, l'industrie du tabac doit être informée de la politique que le gouvernement entend mettre en œuvre mais ne doit pas être admise à la table pour décider des politiques la concernant).

Les recommandations présentées ci-dessus constituent l'approche minimale pouvant être adoptée par les gouvernements pour que les initiatives de rapports ESG et de durabilité s'alignent sur la CCLAT de l'OMS, là où les rapports RSE/ESG de l'industrie du tabac ne sont pas totalement interdits. Le traité encourage aussi les gouvernements à adopter des mesures allant au-delà de celles décrites dans le traité de lutte antitabac.⁶⁹ Il convient de souligner que ces recommandations doivent s'appliquer non seulement à l'industrie du tabac mais aussi à tout groupe qui défend et représente ses intérêts.⁷⁰

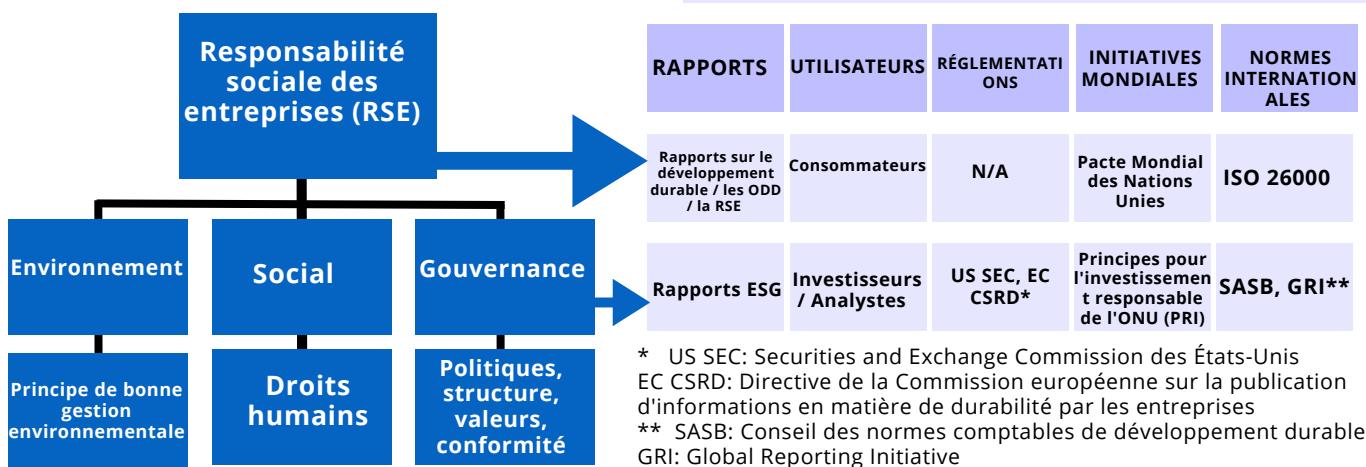
ANNEXE 1: Tendances et réglementations concernant les activités de RSE/ESG

Les activités de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) sont des stratégies entrepreneuriales visant à refléter les valeurs d'une entreprise et à améliorer sa réputation^{71,72} en s'engageant dans des activités environnementales, caritatives, éthiques (sociales, droits humains) et financières saines, ou de gouvernance⁷³. Les activités de RSE d'une entreprise sont consignées dans des rapports de RSE ou de durabilité⁷⁴ et on a observé qu'elles ont un impact sur la perception qu'a le public de l'entreprise et de sa performance en bourse. Les analystes financiers ont tendance à intégrer dans leurs perspectives les activités de RSE selon des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), de sorte que les entreprises appliquent de plus en plus ces facteurs ESG dans leurs propres rapports.⁷⁵

L'intérêt croissant des investisseurs pour les actions notées ESG⁷⁶ a amené les sociétés cotées en bourse à publier régulièrement des rapports ESG. La mesure des activités ESG est ambiguë. En 2014, l'UE a adopté une Directive sur la publication d'informations non financières qui oblige les grandes entreprises à divulguer les mesures prises pour traiter des questions sociales et environnementales.⁷⁷ Les entreprises ont tendance à choisir ce qu'elles divulguent, occultant certaines informations d'importance, dont les violations des droits humains tout au long des chaînes d'approvisionnement.⁷⁸ On diffuse activement ces rapports afin de susciter l'intérêt des investisseurs et améliorer la perception qu'a le public de la réputation de l'entreprise. Les investisseurs, les analystes financiers et les consommateurs les utilisent à leurs risques et périls.

On associe généralement l'investissement ESG à «investissement durable», soulignant parfois comment il s'aligne sur les ODD, bien que le concept ne soit pas aussi englobant. L'aspect «environnemental» renvoie aux risques climatiques et aux préoccupations environnementales. L'aspect «social» englobe les enjeux du monde du travail, les droits humains et les préoccupations des consommateurs et des parties prenantes. La «gouvernance» fait référence à la gouvernance et au comportement des entreprises, y compris la compétence des conseils d'administration. Certains affirment que les ODD clarifient ce qui doit être inclus dans le champ d'application des facteurs ESG et plusieurs s'efforcent pour qu'une approche holistique soit adoptée sur les notations ESG et qu'elles tiennent compte des impacts sur les ODD. Les facteurs ESG ont été intégrés au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) après qu'on ait défini des Principes pour l'investissement responsable (PRI), une initiative qui visait au départ à mettre en réseau des investisseurs qui s'engagent à «investir de manière responsable» et adhèrent à six principes, notamment de prendre en compte les facteurs ESG dans leurs politiques et pratiques d'investissement, d'exiger des entités dans lesquelles ils investissent de publier des informations appropriées sur les questions ESG, et de rendre compte des progrès réalisés. Depuis le lancement des PRI en 2016, autour de 4 000 signataires y ont adhéré, représentant plus de 120 mille milliards de dollars américains. Le réseau PRI est partenaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Pacte mondial des Nations Unies.

Extrait de [Tobacco's Investments in and Acquisitions of Pharmaceutical Companies](#), STOP (2021).



Les organismes réglementaires de l'UE et des États-Unis travaillent à établir des standards de divulgation des informations dans les rapports ESG (comme c'est le cas avec la directive proposée par la Commission européenne (CE) sur la publication par les entreprises d'informations en matière de durabilité⁷⁹ et avec l'amendement aux règles et modalités de la Securities and Exchange Commission des États-Unis⁸⁰) afin de définir la portée des rapports ESG, de les aligner sur les ODD et les objectifs en matière de changement climatique⁸¹ d'améliorer la comparabilité, la spécificité et la pertinence des données recueillies, de fournir des orientations sur ce qui sera inclus dans les brochures et les prospectus, et exiger de toutes les entreprises qu'elles fournissent des informations en utilisant un cadre, des paramètres de mesure et un format spécifiques. L'UE souhaite que les normes contribuent aux initiatives de normalisation internationales et s'en inspirent, et le Groupe consultatif pour l'information financière en Europe (EFRAG), un organe technique, a créé un groupe de travail chargé d'examiner les normes de publication d'informations ESG dans le secteur du tabac, car il s'agit de l'un des secteurs qui «contribuent de façon significative au changement climatique»^{82,83}. Bien que l'on ait établi les normes internationales par rapport à la RSE⁸⁴ ce sont les cadres et les normes ESG qui ont prolifié et qui ont tendance à inclure des mesures et des analyses d'impact^{85,86}.

LE LIEN ENTRE LES QUESTIONS ESG ET LA REP

Les activités de RSE au niveau environnemental, y compris la bonne gestion environnementale (GE)⁸⁷, sont devenues une norme internationale⁸⁸ pour décrire le rôle d'une entreprise dans la protection de la planète. On exige des entreprises qu'elles adoptent la GE pour atteindre les ODD⁸⁹. De nombreuses entreprises ont adopté la GE comme une éthique d'entreprise dans le cadre de leur stratégie de RSE et, en particulier, ont adopté la Responsabilité élargie des producteurs (REP)⁹⁰. La REP, par laquelle les producteurs prennent en charge la gestion de leurs produits tout au long de leur cycle de vie⁹¹ peut être considérée comme un moyen de rendre compte de leur GE⁹² et fait généralement partie des activités de RSE ou ESG d'une entreprise.

Plusieurs considèrent que le modèle d'affaires de l'industrie du tabac et ses activités de RSE sont contradictoires avec les droits humains, les objectifs de développement durable et, par conséquent, les questions ESG.

ANNEXE 2: Les dispositions pertinentes de la CCLAT de l'OMS et de ses directives

A. La nature et l'objet des activités de RSE de l'industrie du tabac

Au sens du traité, les activités décrites comme «socialement responsables» par l'industrie du tabac, visant à promouvoir la consommation du tabac, sont une stratégie de commercialisation et de relations publiques qui entre dans le champ de la définition donnée dans la Convention de la publicité (Directives de l'article 5.3). La soi-disant RSE de l'industrie du tabac comprend un large éventail d'activités, par exemple:

1. Les contributions directes ou indirectes: il s'agit de contributions à des organisations communautaires, sanitaires, sociales ou environnementales⁹³ qui tombent sous le coup de la définition du parrainage du tabac contenue à l'article 1.g) de la Convention et qui devraient être interdites dans le cadre d'une interdiction globale comme ayant pour but, effet ou effet vraisemblable de promouvoir directement ou indirectement un produit du tabac ou l'usage du tabac.⁹⁴ (Directives de l'article 13)
2. Autres formes de RSE: il s'agit d'activités qui ne donnent pas lieu à des contributions à d'autres parties mais qui doivent également être interdites, par exemple lorsque «les sociétés [de tabac s'adonnent] à des pratiques commerciales «socialement responsables» (bonnes relations entre employeurs et employés ou protection de l'environnement, par exemple)», car «la promotion auprès du public [de ces] activités par ailleurs louables» est considérée comme «ayant pour but, effet ou effet vraisemblable de promouvoir directement ou indirectement un produit du tabac ou l'usage du tabac»⁹⁵ (Directives de l'article 13). L'industrie du tabac mène des activités décrites comme socialement responsables pour se démarquer du caractère mortel du produit qu'elle fabrique et qu'elle vend ou pour s'ingérer dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé publique. (Directives de l'article 5.3).

B. Interdire (ou restreindre et dénormaliser) la RSE de l'industrie du tabac et en interdire la publicité

La CCLAT de l'OMS et ses directives prévoient que les Parties:

1. Sont tenues d'appliquer une interdiction globale de la publicité en faveur du tabac et de la promotion et du parrainage du tabac (article 13.4) et «devraient interdire les

contributions des sociétés de l'industrie du tabac à toute autre entité pour des «motifs socialement responsables», car il s'agit là d'une forme de parrainage.» (Directives de l'article 13)

2. Sont tenues d'appliquer une interdiction globale de la publicité en faveur du tabac et de la promotion et du parrainage du tabac dans les médias, comme Internet, dans un délai de cinq ans (article 13.4) et «ne devraient pas autoriser la communication au public, par l'industrie du tabac ou toute autre personne agissant en son nom, d'informations sur les activités décrites comme socialement responsables ou sur les dépenses encourues pour ces activités, sauf si la loi prévoit que de telles dépenses doivent être notifiées, par exemple dans un rapport annuel.»⁹⁶ (Directives des articles 5.3 et 13)⁹⁷

3. Sont tenues d'interdire le parrainage des manifestations ou activités internationales et/ou des participants à ces manifestations ou activités (article 13.4f); «devraient s'abstenir d'approuver ou d'appuyer des activités décrites comme socialement responsables tout comme de constituer des partenariats pour ces activités ou d'y participer» et, par conséquent, «ne devraient autoriser aucun des trois pouvoirs ou le secteur public à accepter des contributions politiques, sociales, financières, éducatives, communautaires ou autres de l'industrie du tabac ou de ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts, sauf s'il s'agit de compensations résultant d'un règlement judiciaire ou prévues par la législation ou par des accords juridiquement obligatoires ou ayant force exécutoire.» (Directives de l'article 5.3)

4. Devraient «dénormaliser et, dans la mesure du possible, réglementer les activités décrites comme «socialement responsables» par l'industrie du tabac, notamment mais pas exclusivement les activités décrites comme «responsabilité sociale des entreprises». (Directives de l'article 5.3)

- Tous les secteurs de l'État et le public doivent être «informés de l'objet réel et de la portée des activités de l'industrie du tabac décrites comme socialement responsables et soient sensibilisés à la question.»

C. La divulgation et l'accès du public (excluant la promotion) à des informations transparentes et exactes sur les activités de RSE/ESG si celles-ci ne sont pas interdites.

La CCLAT de l'OMS et ses Directives prévoient que les Parties:

1. Devraient exiger que l'industrie du tabac fasse connaître les dépenses qu'elle consacre à la publicité et au parrainage (y compris la RSE) encore non interdits (article 13); «devraient exiger de l'industrie du tabac et de ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts qu'ils travaillent et agissent de manière responsable et transparente»⁹⁸(...) et «soumettent périodiquement des informations (sur la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et toutes autres activités, y compris les activités des groupes de pression, les activités caritatives, les contributions politiques et toutes autres activités)^{99,100} qui ont des répercussions négatives sur les efforts de lutte antitabac.»¹⁰¹ (Directives de l'article 5.3)
2. Devraient exiger la transparence et l'exactitude des informations,¹⁰² favoriser l'accès du public à ces informations^{103,104} et imposer des sanctions obligatoires à l'industrie du tabac au cas où des informations erronées ou trompeuses seraient fournies.¹⁰⁵ (Directives de l'article 5.3)

D. Diversification pour se distancer des activités du tabac et responsabilité en cas de dommages causés, y compris à l'environnement

La CCLAT de l'OMS prévoit que les Parties:

1. Doivent envisager de prendre des mesures législatives ou de promouvoir les lois existantes, si nécessaire, en matière de responsabilité pénale et civile, y compris l'indemnisation le cas échéant, coopérer pour échanger des informations¹⁰⁶ et s'accorder une assistance juridique mutuelle¹⁰⁷ (en vue de tenir compte des approches internationales en matière de responsabilité)¹⁰⁸ (article 19).
2. Doivent, en coopération avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales, promouvoir des solutions de remplacement économiquement viables pour les cultivateurs, les travailleurs et les petits vendeurs de tabac.¹⁰⁹ (Article 17)
3. Doivent tenir dûment compte de la protection de l'environnement et de la santé des personnes en ce qui concerne la culture et la fabrication du tabac sur leurs territoires.¹¹⁰ (Article 18)

Notamment, le traité encourage aussi les Parties à aller au-delà des mesures énoncées dans le traité,¹¹¹ en particulier les obligations concernant la publicité, la promotion et le parrainage.¹¹²

L'industrie du tabac doit rendre des comptes et faire preuve de transparence quant aux informations qu'elle fournit, sous peine de sanctions obligatoires en cas d'informations erronées ou trompeuses.

ANNEXE 3 : Liste des informations à demander à l'industrie du tabac¹¹³

Les informations qui devraient être exigées de l'industrie du tabac

- 1. Personnes:** l'enregistrement des entités de l'industrie du tabac, des organisations qui leur sont affiliées et des individus qui agissent en leur nom, y compris les groupes de pression et les entités dont ils sont membres. (Article 5.3)
- 2. Fabrication:** les informations générales sur les volumes, tendances et prévisions du marché et autres informations pertinentes; les quantités de produits du tabac et d'équipements de fabrication en possession, sous la garde ou le contrôle du titulaire de la licence, conservées en stock, dans des entrepôts fiscaux et douaniers sous le régime du transit ou du transbordement ou dont on a suspendu les droits à la date de la demande; recettes et prix. (Article 6)
- 3. Chaîne d'approvisionnement:** les informations sur la fabrication, la part de marché et celles figurant dans le Protocole sur le commerce illicite, y compris les détails sur et en provenance des entités de la chaîne d'approvisionnement, par exemple, ceux requis pour l'octroi de licences, la diligence raisonnable et les systèmes de suivi et de traçabilité.
- 4. Commercialisation:** les informations sur les dépenses de commercialisation, avec des détails sur la publicité, la promotion et le parrainage du tabac (TAPS selon l'acronyme en anglais), en incluant, sans s'y limiter:
 - Le type d'activités TAPS, en précisant le contenu, la forme et le type de média.
 - L'emplacement et l'étendue ou la fréquence des activités TAPS.
 - L'identité de toutes les entités impliquées dans les activités TAPS, y compris les compagnies de publicité et de production.
 - Le ou les territoires destinés à recevoir les activités TAPS ou susceptibles de les recevoir dans le cas d'activités TAPS transfrontières à partir du territoire d'une Partie.
 - Le montant des ressources financières ou autres consacrées aux activités TAPS (Article 13).
- 5. LRSE/recherche:** les activités de soi-disant RSE de l'industrie du tabac et les entités impliquées (article 5.3); les dépenses de commercialisation et toute autre activité, telle que la recherche (subventions de recherche), les propositions de politiques qu'elle a soumises, le financement de tiers ou d'organisations non gouvernementales (CCLAT/COP8 (18)).
- 6. Lobbying:** les dépenses ou activités concernant le lobbying, les dons caritatifs et les contributions politiques; les initiatives directes ou indirectes d'interaction avec le gouvernement, telles que les réunions avec des fonctionnaires, les propositions de partenariat, les ébauches ou projets législatifs, les orientations en matière de politiques ou les offres d'assistance. Le nom des employés et des consultants, y compris des anciens fonctionnaires; les cadeaux, services ou contributions offerts directement ou indirectement à des fonctionnaires ou à des personnes qui leur sont liées; toute contribution politique offerte.
- 7. Preuves:** les informations susceptibles d'étayer le dépôt de plaintes contre l'industrie du tabac et leur champ de responsabilité, par exemple, leurs recettes, les allégations et études scientifiques, leurs activités dans des pays étrangers, le financement scientifique, leurs stratégies de relations publiques, etc.
- 8. Production:** les informations sur la production du tabac, y compris sur les pratiques de l'industrie du tabac et sur la culture du tabac.
- 9. Autres:** les activités de l'industrie du tabac ayant un impact sur la Convention ou sur les activités nationales de lutte antitabac, ou toute information qui puisse être utile pour appuyer les mesures de lutte antitabac.

Source: Southeast Asia Tobacco Control Alliance, et Health Justice Philippines (2015). FCTC Article 5.3 Toolkit: Preventing Tobacco Industry Interference. Disponible à l'adresse <https://seatca.org/dmddocuments/5.3%20toolkit%202015.pdf>

ANNEXE 4: Le tabac dans les critères d'exclusion des principales agences et programmes de développement des Nations Unies

Depuis 2015, les [Directives pour une démarche fondée sur des principes](#) pour le renforcement de la coopération entre les Nations Unies et le secteur privé s'appuient sur le Pacte mondial des Nations Unies, qui exclut les fabricants de tabac, et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme,¹¹⁴ qui précisent la responsabilité des États et des entreprises en matière de protection des droits humains ainsi que la nécessité de garantir aux victimes de violations un accès à des mesures effectives de réparation.¹¹⁵ L'[Approche commune en matière de recherche prospective et d'exercice du devoir de diligence dans le cadre des partenariats avec le secteur privé](#)¹¹⁶(l'Approche commune), adoptée en 2019, décrit les pratiques actuelles en matière de collaboration avec le secteur privé et insiste sur des principes communs. L'Approche commune admet qu'il n'existe pas de standard unique actuellement qui régisse les relations avec les entreprises privées mais que de nombreuses agences de l'ONU adoptent des critères d'exclusion pour

celles qui violent les droits humains ou vont à l'encontre des résolutions fondamentales de l'ONU, et que plusieurs excluent le secteur du tabac.^{117,118}

C'est pourquoi l'Approche commune a identifié une liste de critères d'exclusion sur lesquels les organisations des Nations Unies peuvent s'appuyer pour refuser de financer des partenariats ou de s'y voir associées, sur la base d'exceptions strictes et précises. Cette liste inclut les fabricants de tabac, aux côtés de ceux qui sont impliqués dans des activités incompatibles avec les décisions ou les résolutions des Nations Unies, qui sont complices de violations flagrantes ou systémiques des droits humains, qui sont incapables de démontrer un engagement soutenu à en respecter les principes (droits humains, travail, environnement et lutte contre la corruption), ce qui s'applique entre autres à ceux qui font la vente, la distribution ou la fabrication d'armes ou d'armes interdites. Cette approche s'aligne avec le [Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques de l'OMS](#) (2016) qui a été négocié et adopté par les États membres, ainsi qu'avec [la résolution de l'ECOSOC de l'ONU \(2017\)](#) qui établit une politique modèle pour les agences de l'ONU.¹²³

UNESCO: [Lignes directrices internationales visant la mobilisation des fonds privés en faveur de l'UNESCO, validation du contenu et directives de qualité, 1997](#)

En général, l'UNESCO ne peut recevoir de financement ni collaborer avec des entreprises privées impliquées dans la production ou distribution de biens, ou l'offre de services, susceptibles d'être perçus comme contraires aux objectifs et principes de l'UNESCO, des Nations Unies ou de toute autre agence des Nations Unies. En particulier, tout acteur privé répondant à l'un ou l'autre des critères suivants ne peut offrir de financement ou collaborer avec l'UNESCO: «production ou distribution de tabac», ainsi que les armes, l'alcool, les pratiques nuisibles à l'environnement, le non-respect des droits humains, entre autres.

Programme des Nations Unies pour l'environnement: [Politiques de partenariat et procédures 2011](#)

Les entités des Nations Unies sont encouragées,

toutefois, à être cohérentes dans l'ensemble du système des Nations Unies, et l'agent responsable doit envisager l'exclusion dans les cas où l'organisation partenaire potentielle provient d'industries telles que la fabrication d'armes, de tabac et d'alcool, et/ou du secteur des jeux de hasard.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD): [Politique en matière de diligence raisonnable et de partenariats avec le secteur privé, 2013;](#)

Le PNUD a défini un ensemble de critères d'exclusion décrivant les pratiques commerciales considérées comme inacceptables par l'organisation. Cette liste comprend des questions largement considérées comme inacceptables, telles que les violations des droits humains.

Toutefois, elle inclut également des questions ou des secteurs qui pourraient être considérés par une partie

du grand public comme légitimes (la production d'équipements de défense, par exemple) mais avec lesquels le PNUD a refusé de s'associer car ils ne sont pas conformes aux valeurs de l'organisation. L'application des critères d'exclusion déterminera dans une large mesure la perception que le grand public a du PNUD. Tous les partenariats, aussi limités soient-ils, doivent donc être examinés à la lumière de ces critères. Le PNUD a consigné dans un tableau ses critères d'exclusion, dont «la fabrication, vente ou distribution de tabac ou de produits du tabac». On retrouve aussi dans la liste d'autres critères, notamment l'implication dans la violation des droits humains, les armes, la pornographie, les produits qui sont interdits au niveau international ou qui seront progressivement proscrits, etc.

Organisation mondiale de la santé: [Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques de l'OMS \(2016\)](#)

«L'[OMS](#) ne collabore pas avec l'industrie du tabac ni avec les acteurs non étatiques qui en défendent les intérêts.» Dans les notes de bas de page, on identifie: les organisations non gouvernementales/les établissements universitaires/les entités du secteur privé/les fondations philanthropiques qui travaillent avec l'OMS devront se conformer aux politiques de santé publique de l'OMS dans des domaines tels que la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité chimique, la promotion éthique des produits pharmaceutiques, la lutte antitabac, les maladies non transmissibles et la sécurité au travail

UNITAID: [Processus en matière de propositions, 2017](#)

4.2 Conflits d'intérêts: dans le cadre du processus d'appels à proposition, il sera demandé au candidat de fournir la preuve qu'il a mis en place des politiques et des pratiques appropriées pour identifier et gérer les conflits d'intérêts, en vue de garantir la gestion adéquate de tout conflit potentiel aux étapes de sélection des projets, d'élaboration de l'entente de subvention et/ou de mise en œuvre du projet.

4.5 Organisations de tabac: le bénéficiaire de la subvention doit informer et tenir UNITAID au courant de toute relation qu'il entretient avec des organisations de tabac ou leurs affiliés.

UNITAID: [Demande de financement](#)

Annexe 8: déclaration concernant les organisations du secteur du tabac

Conformément à la résolution WHA54.18 de l'Assemblée mondiale de la santé sur la transparence dans le processus de lutte antitabac, veuillez confirmer que votre institution/organisation n'a pas conclu et n'a pas l'intention de conclure un partenariat ou de coopérer avec l'industrie du tabac et qu'elle n'a aucun intérêt commercial ou autre dans l'industrie du tabac.

Pacte mondial des Nations Unies: Mise à jour de la politique en matière d'intégrité, 2017

«Depuis le 15 octobre 2017, le Pacte mondial des Nations Unies a retiré de sa liste d'éligibilité les entreprises participantes qui sont touchées par l'exclusion du tabac. Ce nouveau critère d'exclusion est strictement limité aux entreprises qui produisent et/ou fabriquent du tabac ou font partie d'une alliance d'affaires, possède une filiale ou une participation dans une entreprise qui produit et/ou fabrique du tabac. Il ne s'applique pas à: la vente et la distribution de tabac; la production, la vente et la distribution de produits liés au tabac (y compris les filtres, les emballages, les produits chimiques tels que l'acétate utilisé dans les filtres de cigarettes); le financement du tabac ou des produits liés au tabac par le biais de portefeuilles d'investissement.»

*Selon le Pacte mondial de l'ONU, les organisations qui répondent aux critères d'exclusion suivants ne peuvent être reconnues comme participants au Pacte mondial des Nations Unies: être l'objet d'une sanction de l'ONU; être inscrit sur la liste des vendeurs inadmissibles de l'ONU pour des raisons éthiques; tirer des revenus de la production, de la vente et/ou du transfert de mines antipersonnel ou de bombes à fragmentation; tirer des revenus de la production et/ou de la fabrication de tabac.

Un petit nombre de critères d'exclusion qui renvoient à des catégories d'entreprises et/ou à des pratiques commerciales considérées comme foncièrement incompatibles avec les valeurs de l'ONU, ses traités ou d'autres normes internationales. Il ne doit pas être établi de partenariat si le donateur potentiel est concerné par les critères d'exclusion. Entités dont l'activité principale* est la production et la distribution en gros de tabac...

*L'activité principale désigne le domaine ou le travail de base sur lequel une société s'est fondée ou sur lequel elle axe ses opérations commerciales.

Les organisations du système des Nations Unies auront pour règle commune de ne pas établir de partenariats de financement ou de partenariats d'association avec des entreprises concernées par les critères ci-dessus.

UNESCO: Suivi des décisions et résolutions adoptées par le Conseil exécutif et la Conférence générale à leurs sessions antérieures (EB 209EX/5. II.A) 2020

Critères relatifs à la diligence raisonnable:
Conformément à l'approche commune des Nations Unies, le processus de l'UNESCO en matière de diligence raisonnable prend en considération à la fois les risques et les possibilités qui découlent d'une coopération avec un donateur du secteur privé. (...)

Notes de référence

1. With the UN's adoption of the Sustainable Development Goals (SDGs), businesses and institutions have used SDGs to support, develop, or update their framework for defining their CSR activities or framing their ESG factors. With the "sustainability" buzz word, interchanging and interspersing terms sustainability with social responsibility in CSR reporting has become a trend; reports on CSR are also named Sustainability Reports with some references to SDGs, and are dubbed ESG Reports whenever ESG frameworks are used.
2. CFA Institute. (2022). ESG Investing and Analysis. Available at: <https://www.cfainstitute.org/en/research/esg-investing#:~:text=ESG%20stands%20for%20Environmental%2C%20Social,material%20risks%20and%20growth%20opportunities>
3. Paradis, G.; Schiehll, E. ESG Outcasts: Study of the ESG Performance of Sin Stocks. *Sustainability* 2021, 13, 9556. <https://doi.org/10.3390/su13179556>
4. Council of the European Union. (2022). New rules on corporate sustainability reporting: provisional political agreement between the Council and the European Parliament. Available at: <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/06/21/new-rules-on-sustainability-disclosure-provisional-agreement-between-council-and-european-parliament/>
5. U.S. Securities and Exchange Commission. (2022). SEC Proposes to Enhance Disclosures by Certain Investment Advisers and Investment Companies About ESG Investment Practices. Available at: <https://www.sec.gov/news/press-release/2022-92>
6. This would improve transparency and integrity of ESG reporting and restore investor confidence in these reports as well as establish corporate impact on climate change, among other sustainable development goals.
7. E.g. Boohoo.com found to be paying less than minimum wages despite high ESG ratings. Source: Matety, V. (2020). Boohoo's sweatshop suppliers: 'They only exploit us. They make huge profits and pay us peanuts.' The Sunday Times. Available at: <https://www.thetimes.co.uk/article/boohoos-sweatshop-suppliers-they-only-exploit-us-they-make-huge-profits-and-pay-us-peanuts-lwj7d8fg2>.
8. Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1 See also: Guidelines for Implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1
9. Can a tobacco firm really be sustainable? Yes, according to flawed ESG ratings. ESG Clarity; March 3, 2021. Available at: <https://esgclarity.com/can-a-tobacco-firm-really-be-sustainable-yes-according-to-flawed-esg-ratings/>
10. The Tobacco Industry: A Hindrance to the Elimination of Child Labor. STOP, June 2021. Available at: <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/Child-Labor-Brief.pdf> See also: How tobacco industry interference hinders the UN Sustainable Development Goals. STOP, September 2020. Available at: <https://exposetobacco.org/resource/ti-hinders-sdgs/>
11. PMI established a working group upon finding that in Turkey, there is child labor in tobacco fields, farmers are not getting minimum wage and there are environmental risks. Instead of computing the harms and paying for these, PMI promised to fix the payment issue by 2025 and to collaborate with stakeholders on other matters: The report states " Collaboration is key to best address common challenges of child labor, labor conditions, and a safe working environment, as well as the payment of minimum wages. As an example, to expand impact, we are taking our learnings on the field to encourage the industry toward more effective monitoring of wage payments by providing sample templates to record payment-related information for workers." See: Assessing human rights impacts in the tobacco supply chain in Turkey. (2022, May 17). Retrieved September 27, 2022, from <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies/collaborating-to-improve-social-conditions-in-turkish-tobacco-supply-chain>
12. The Tobacco Industry and the Environment. STOP, 2021. Available at: <https://exposetobacco.org/resource/ti-and-environment/> See also: The Tobacco Industry: A Hindrance to the Elimination of Child Labor. STOP, June 2021. Available at: <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/Child-Labor-Brief.pdf>
13. Tobacco's Toxic Plastics: A Global Outlook. GGTC, May 2022. Available at: <https://ggtc.world/library/tobaccos-toxic-plastics-a-global-outlook> See also: The Tobacco Industry and the Environment. STOP, 2021. Available at: <https://exposetobacco.org/resource/ti-and-environment/>

14. Addiction At Any Cost: Philip Morris International Uncovered. STOP, 2020. Available at: https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/STOP_Report_Addiction-At-Any-Cost.pdf See also: New Voices Championing New Tobacco Products. STOP; September 29, 2022. Available at: <https://exposetobacco.org/resource/new-voices-new-tobacco-products/>
15. Gilmore AB, Gallagher AWA, Rowell A. Tobacco industry's elaborate attempts to control a global track and trace system and fundamentally undermine the Illicit Trade Protocol. *Tobacco Control* 2019;28:127-140; available at: <https://tobaccocontrol.bmjjournals.com/content/28/2/127> See also: Sabotage, Deceit and Duplicity: British American Tobacco Uncovered. STOP, September 2021. Available at: <https://bat-uncovered.exposetobacco.org/>
16. WHO Statement on Philip Morris funded Foundation for a Smoke-Free World. WHO News; September 28, 2017. Available at: [https://www.who.int/news-item/28-09-2017-who-statement-on-philip-morris-funded-foundation-for-a-smoke-free-world](https://www.who.int/news-room/detail/tobacco#:~:text=Key%20facts%20to%20second%2Dhand%20smoke)
17. Tobacco Facsheet, World Health Organisation; updated May 24, 2022. Available at: <https://www.who.int/news-room/factsheets/detail/tobacco#:~:text=Key%20facts%20to%20second%2Dhand%20smoke>.
18. The tobacco industry's core purpose is to make profit. Its most profitable product is cigarettes. The more profitable and successful they are, the more people will die. Source: Guidelines for implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.
19. WHO, as cited in Article 5.3 Guidelines for Implementation. Source: Guidelines for implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.
20. In 2017, the Danish Human Rights Institute, in view of PMI's corporate transformation narrative, had agreed to carry out a human rights assessment of the company, as an exception to its exclusion criteria, which is adopted from the UNGC.20 The Institutes' assessment is that PMI despite its assertions remains a tobacco company that profits from suffering and deaths, and at its core, its operations violate fundamental human rights. Source: The Danish Institute for Human Rights. (2017). Human rights assessment in Philip Morris International. Available at: <https://www.humanrights.dk/news/human-rights-assessment-philip-morris-international>.
21. WHO FCTC Preamble: "Recalling also the preamble to the Constitution of the World Health Organization, which states that the enjoyment of the highest attainable standard of health is one of the fundamental rights of every human being without distinction of race, religion, political belief, economic or social condition," Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/i/item/9241591013>.
22. WHO FCTC Preamble: "Recalling Article 12 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, adopted by the United Nations General Assembly on 16 December 1966, which states that it is the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health," Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/i/item/9241591013>.
23. WHO FCTC Preamble: "Recalling that the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, adopted by the United Nations General Assembly on 18 December 1979, provides that States Parties to that Convention shall take appropriate measures to eliminate discrimination against women in the field of health care," Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/i/item/9241591013>.
24. WHO FCTC Preamble: "Recalling further that the Convention on the Rights of the Child, adopted by the United Nations General Assembly on 20 November 1989, provides that States Parties to that Convention recognize the right of the child to the enjoyment of the highest attainable standard of health," Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/i/item/9241591013>
25. "Promotion to the public of such otherwise commendable activities should be prohibited, as their aim, effect or likely effect is to promote a tobacco product or tobacco use either directly or indirectly." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://fctc.who.int/docs/librariesprovider12/default-document-library/who-fctc-article-13.pdf?sfvrsn=345fb387_16&download=true.
26. Fooks, G. J., Gilmore, A. B., Smith, K. E., Collin, J., Holden, C., & Lee, K. (2011). Corporate social responsibility and access to policy élites: an analysis of tobacco industry documents. *PLoS medicine*, 8(8), e1001076. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001076>.

27. Kim, Y., & Choi, Y. (2012). College Students' Perception of Philip Morris's Tobacco-Related Smoking Prevention and Tobacco-Unrelated Social Responsibility. *Journal of Public Relations Research*, 24, 184 - 199. <https://doi.org/10.1080/1062726X.2012.626138>
28. U.S. Food and Drug Administration. (2019). The Public Health Rationale for Recommended Restrictions on New Tobacco Product Labeling, Advertising, Marketing, and Promotion. Available at: <https://www.fda.gov/media/124174/download>.
29. WHO Framework Convention on Tobacco Control, Article 13, referring to "for those Parties that are not in a position to undertake a comprehensive ban owing to their constitutions or constitutional principles" Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
30. Afghanistan, Albania, Antigua and Barbuda, Azerbaijan, Bahrain, Benin, Brazil, Chad, Colombia, Congo, Democratic Republic of the Congo, Djibouti, Eritrea, Gambia, Ghana, Guinea, Guyana, Iran (Islamic Republic of), Kenya, Kiribati, Kuwait, Libya, Madagascar, Maldives, Mauritius, Mongolia, Nepal, Niger, Nigeria, Niue, Panama, Qatar, Republic of Moldova, Russian Federation, Saudi Arabia, Senegal, Seychelles, Slovenia, Spain, Suriname, Togo, Turkey, Tuvalu, Uganda, United Arab Emirates, Uruguay, Vanuatu, and Yemen, and more. Source: WHO Report on the Global Tobacco Epidemic, 2019. Geneva: World Health Organization; 2019. Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO. Available at: <https://www.who.int/publications/i/item/9789241516204>
31. "Public dissemination of such information should be prohibited, except for the purposes of required corporate reporting (such as annual reports) or necessary business administration (e.g. for recruitment purposes and communications with suppliers). Source: Guidelines for implementation of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
32. "For those Parties that are not in a position to undertake a comprehensive ban owing to their constitutions or constitutional principles." Article 13 Guidelines for Implementation. (eg Some jurisdictions may have near-absolute freedom of speech in their Constitutions, and may face challenges in adopted an absolute ban on tobacco CSR) Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
33. Article 5.3 Guidelines for Implementation Principle 3 Source: Guidelines for Implementation of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
34. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "Recommendation 5.2 Parties should require the tobacco industry and those working to further its interests to periodically submit information on tobacco production, manufacture, market share, marketing expenditures, revenues and any other activity, including lobbying, philanthropy, political contributions and all other activities not prohibited or not yet prohibited under Article 13 of the Convention; 5.3 Parties should require rules for the disclosure or registration of the tobacco industry entities, affiliated organizations and individuals acting on their behalf, including lobbyists."- Source: Guidelines for Implementation of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
35. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "In accordance with Article 20.4(c) of the Convention, each Party should endeavour to cooperate with competent international organizations to establish progressively and maintain a global system to regularly collect and disseminate information on tobacco production and manufacture and activities of the tobacco industry which have an impact on the Convention or national tobacco control activities." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control Guidelines for Implementation. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
36. WHO FCTC Preamble: "Recognizing the need to be alert to any efforts by the tobacco industry to undermine or subvert tobacco control efforts and the need to be informed of activities of the tobacco industry that have a negative impact on tobacco control efforts," Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/i/item/9241591013>.
37. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "Require that information provided by the tobacco industry be transparent and accurate. To take effective measures preventing interference of the tobacco industry with public health policies, Parties need information about its activities and practices, thus ensuring that the industry operates in a transparent manner." Source: Guidelines for Implementation of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health

- Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
38. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "Article 12 of the Convention requires Parties to promote public access to such information in accordance with national law." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
39. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "Parties should adopt and implement effective legislative, executive, administrative and other measures to ensure public access, in accordance with Article 12(c) of the Convention, to a wide range of information on tobacco industry activities as relevant to the objectives of the Convention, such as in a public repository." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
40. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "Recommendations 5.1 Parties should introduce and apply measures to ensure that all operations and activities of the tobacco industry are transparent. 5.2 Parties should require the tobacco industry and those working to further its interests to periodically submit information on tobacco production, manufacture, market share, marketing expenditures, revenues and any other activity, including lobbying, philanthropy, political contributions and all other activities not prohibited or not yet prohibited under Article 13 of the Convention... 5.4 Parties should impose mandatory penalties on the tobacco industry in case of the provision of false or misleading information in accordance with national law. 5.5 Parties should adopt and implement effective legislative, executive, administrative and other measures to ensure public access, in accordance with Article 12(c) of the Convention, to a wide range of information on tobacco industry activities as relevant to the objectives of the Convention, such as in a public repository." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the Who Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
41. Sy, D., Castillo, C., & Trivino, D. (2020). How Tobacco Industry Interference Hinders the UN Sustainable Development Goals. STOP. Available at: <https://landing.ggtc.world/dmdocuments/TI-hinders-SDGs.pdf> citing: [WHO report on the global tobacco epidemic 2021: addressing new and emerging products](#). WHO, 27 July 2021. Available at: <https://www.who.int/teams/health-promotion/tobacco-control/global-tobacco-report-2021>
42. WHO Framework Convention on Tobacco Control Policy Options and Recommendations on Articles 17 and 18. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/policy-options-and-recommendations-on-economically-sustainable-alternatives-to-tobacco-growing>.
43. WHO Framework Convention on Tobacco Control Policy Options and Recommendations on Articles 17 and 18. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/policy-options-and-recommendations-on-economically-sustainable-alternatives-to-tobacco-growing>.
44. Handbook on Implementation of WHO FCTC Article 5.3: Policies and Practices that Protect Against Tobacco Industry Interference, Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC), updated December 2021 (third edition). Available at: <https://ggtc.world/library/handbook-on-implementation-of-who-fctc-article-53-policies-and-practices-that-protect-against-tobacco-industry-interference-2021>.
45. STOP. (2021). STOP Welcomes the Withdrawal of the Tobacco Industry from the "Future of Asia" International Conference. Available at: <https://exposetobacco.org/news/withdrawal-future-of-asia/>

46. "The United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) was tasked to develop a common approach to partnerships with the private sector, to facilitate contributions in support of the SDGs An inter-UN agency group developed a Common Approach to Due Diligence for Private Sector Partnerships (Common Approach) which reflects current practices for private sector engagement, and affirms common principles." citing 4 Repositioning the UN development system to deliver on the 2030 Agenda – Ensuring a Better Future for All (A/72/124-E/2018/3) 5 Repositioning the United Nations development system to deliver on the 2030 Agenda: our promise for dignity, prosperity and peace on a healthy planet [A/72/684] Source: United Nations Sustainable Development Group. (2019). 2019 ECOSOC Partnership Forum "Partnerships Driving Inclusive Implementation of the SDGs" Concept Note. Available at: https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21335Final_Concept_Note_2019_ECOSOC_Partnership_Forum.pdf. Furthermore, the Secretary-General has recently initiated an ambitious reform to reposition the United Nations Development System (UNDS)3 with the aim of re-aligning its leadership, capacities and accountability mechanisms including in the area of partnerships to meet the demands in delivering on the 2030 Agenda. As per the two Reports of the Secretary-General in June 2017 and December 2017 on the UNDS reform, the United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) is currently leading a system-wide effort on this regard. In his December 2017 report, the Secretary-General further committed to six partnership related work streams: i. UNSDG to agree on a system-wide approach to partnership ii. Strengthen system-wide integrity, due diligence and risk management, including the 10 Global Compact principles on for private sector engagement iii. Improved global level governance from the Global Compact iv. Reinvigoration of UNOP as the global gateway for partnership v. A system-wide compact with IFIs vi. Efforts to invigorate UN support for South-South cooperation Source: United Nations General Assembly Economic and Social Council. (2017). Repositioning the United Nations development system to deliver on the 2030 Agenda: ensuring a better future for all. Available at: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/210/35/PDF/N1721035.pdf?OpenElement>.
47. "In response to the 2017 Report of the United Nations Secretary-General on repositioning the United Nations development system,¹ which called for a coherent and streamlined approach on due diligence standards and procedures across the United Nations system as part of stepping up the scale and scope of partnerships with the business community to accompany the requirements of the 2030 Agenda, WHO has actively participated in the consultative process and provided inputs to the United Nations Sustainable Development Group on a proposed common approach to prospect research and due diligence for business sector partnerships. In its contributions towards increasing harmonization, efficiency and transparency across the United Nations family, the WHO Secretariat has sought to ensure that the common approach respects the Organization's policies regulating engagement with private sector entities and its due diligence and risk assessment, which Member States have explicitly negotiated and approved through governing bodies." Source: World Health Organization. (2019). Engagement with non-State actors Report on the implementation of the Framework of Engagement with Non-State Actors. Available at: https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB146/B146_34-en.pdf.
48. Jones, D., & Bedell, B. (2021). What are Exclusionary Trends in Sustainable Investing. Available at: https://www.dbresearch.com/PROD/RPS_EN-PROD/PROD000000000518186/Q%26A_series%3A_What_are_exclusionary_trends_in_sustai.pdf?undefined&reaload=Oe3NDiQ8GDPNgG3ekN1OtAvAinCM4ERLLNRhPhOLxrOQEHPjdx~1FEGh5ulF0CjM.
49. Tobacco free portfolios. Available at: <https://tobaccofreeportfolios.org/the-pledge/>
50. First Sentier Investors. (2020). Tobacco Exclusion Policy. Available at: <https://www.firstsentierinvestors.com.au/content/dam/web/global/responsible-investment/documentation/emea/emea-tobacco-exclusion-policy.pdf>
51. APG. (2022). List of Companies and Countries Excluded by APG. Available at: <https://apg.nl/media/hwmovfce/apg-exclusion-list-1-june-2022.pdf>
52. Bentham Asset Management. (n.d.). Tobacco Exclusion across Bentham Funds. Available at: <https://www.benthamam.com.au/about/environmental-social-and-governance-esg-approach/tobacco-exclusion-across-bentham-funds/>.
53. La Française Group. (2022). Exclusion Policy. Available at: https://www.la-francaise.com/fileadmin/docs/Actualites_reglementaires/PolitiqueExclusions092020_EN.pdf
54. AG2R La Mondiale. (n.d.). Exclusion Policy for Tobacco in Investments. Available at: <https://www.ag2rlamondiale.fr/files/live/sites/portail/files/pdf/Investisseurs/AG2R-LA-MONDIALE-Politique-tabac-EN.pdf>.
55. KfW Capital. (2021). Exclusion List of KfW Capital. Available at: https://kfw-capital.de/wp-content/uploads/2021_12_Exclusion-List.pdf See also: Bentham Asset Management. (n.d.). Tobacco Exclusion across Bentham Funds. Available at: <https://www.benthamam.com.au/about/environmental-social-and-governance-esg-approach/tobacco-exclusion-across-bentham-funds/>

56. COP8 Decision: "to foster international cooperation by requiring the tobacco industry to provide information on its activities such as research, marketing, lobbying including policy submissions, funding of third parties/nongovernmental organizations, and by making such information publicly accessible, in accordance with Article 5.3 of the WHO FCTC and its guidelines;" Source: Decision: FCTC/COP8(18) Protection of public health policies with respect to tobacco control from commercial and other vested interests of the tobacco industry. (2018). WHO Framework Convention on Tobacco Control. Available at: [https://fctc.who.int/publications/m/item/fctc-cop8\(18\)-protection-of-public-health-policies-with-respect-to-tobacco-control-from-commercial-and-other-vested-interests-of-the-tobacco-industry](https://fctc.who.int/publications/m/item/fctc-cop8(18)-protection-of-public-health-policies-with-respect-to-tobacco-control-from-commercial-and-other-vested-interests-of-the-tobacco-industry).
57. The Danish Institute for Human Rights. (2017). Human rights assessment in Philip Morris International. Available at: <https://www.humanrights.dk/news/human-rights-assessment-philip-morris-international>.
58. The WHO Framework Convention on Tobacco Control an Accelerator for Sustainable Development. (2017). United Nations Development Programme. Available at: <https://www.undp.org/publications/who-framework-convention-tobacco-control-accelerator-sustainable-development>; Tobacco Control and Its Role in the UN Sustainable Development Goals. (2019). STOP. Available at: <https://exposetobacco.org/resource/tobacco-control-and-its-role-in-the-un-sustainable-development-goals/>
59. Ker, E. (2021). Can a tobacco firm really be sustainable? Yes, according to flawed ESG ratings. ESGCLARITY. Available at: <https://esgclarity.com/can-a-tobacco-firm-really-be-sustainable-yes-according-to-flawed-esg-ratings/>.
60. "Promotion to the public of such otherwise commendable activities should be prohibited, as their aim, effect or likely effect is to promote a tobacco product or tobacco use either directly or indirectly." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
61. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "Require that information provided by the tobacco industry be transparent and accurate... Article 12 of the Convention requires Parties to promote public access to such information in accordance with national law." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
62. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendations: "5.1 Parties should introduce and apply measures to ensure that all operations and activities of the tobacco industry are transparent. 5.2 Parties should require the tobacco industry and those working to further its interests to periodically submit information on tobacco production, manufacture, market share, marketing expenditures, revenues and any other activity, including lobbying, philanthropy, political contributions and all other activities not prohibited or not yet prohibited under Article 13 of the Convention. 5.3 Parties should require rules for the disclosure or registration of the tobacco industry entities, affiliated organizations and individuals acting on their behalf, including lobbyists. 5.4 Parties should impose mandatory penalties on the tobacco industry in case of the provision of false or misleading information in accordance with national law. 5.5 Parties should adopt and implement effective legislative, executive, administrative and other measures to ensure public access, in accordance with Article 12(c) of the Convention, to a wide range of information on tobacco industry activities as relevant to the objectives of the Convention, such as in a public repository." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
63. Core Questionnaire of the Reporting Instrument of WHO FCTC. WHO FCTC, 2016. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/who-fctc-core-questionnaire-2020>
64. Tobacco's Toxic Plastics: A Global Outlook Page 9: "Around 5.5 trillion cigarettes are produced annually in the world, amounting to about 1.2 million tons of cigarette filters. Smoked and discarded cigarette filters have higher metal content and toxicity than other plastics[30] (and even asbestos)[31] and a study conducted in the Persian Gulf demonstrated the high amounts of lead and mercury that could enter the food chain through discarded and consumed plastic waste and thus, the human body, though more evidence is needed to confirm these findings.[32]" Source: Sy, D. (2022). Tobacco's Toxic Plastics: A Global Outlook. Global Center for Good Governance in Tobacco Control. Available at: <https://ggtc.world/knowledge/sustainability-and-human-rights/tobaccos-toxic-plastics-a-global-outlook>.
65. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 19: "For the purpose of tobacco control, the Parties shall consider taking legislative action or promoting their existing laws, where necessary, to deal with criminal and civil liability, including compensation where appropriate." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.

66. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 17: "Parties shall, in cooperation with each other and with competent international and regional intergovernmental organizations, promote, as appropriate, economically viable alternatives for tobacco workers, growers and, as the case may be, individual sellers." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
67. The United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) was tasked to develop a common approach to partnerships with the private sector, to facilitate contributions in support of the SDGs. An inter-UN agency group developed a Common Approach to Due Diligence for Private Sector Partnerships (Common Approach) which reflects current practices for private sector engagement, and affirms common principles. Source: United Nations Sustainable Development Group. (2019). 2019 ECOSOC Partnership Forum "Partnerships Driving Inclusive Implementation of the SDGs" Concept Note. Available at: https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21335Final_Concept_Note_2019_ECOSOC_Partnership_Forum.pdf
68. Article 5.3 Guidelines for Implementation: Recommendations 2.1 Parties should interact with the tobacco industry only when and to the extent strictly necessary to enable them to effectively regulate the tobacco industry and tobacco products." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.
69. WHO Framework Convention on Tobacco Control: "Article 2.1 In order to better protect human health, Parties are encouraged to implement measures beyond those required by this Convention and its protocols, and nothing in these instruments shall prevent a Party from imposing stricter requirements that are consistent with their provisions and are in accordance with international law." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
70. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "The measures recommended in these guidelines aim at protecting against interference not only by the tobacco industry but also, as appropriate, by organizations and individuals that work to further the interests of the tobacco industry." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.
71. "Corporate social responsibility (CSR) refers to strategies that companies put into action as part of corporate governance that are designed to ensure the company's operations are ethical and beneficial for society." Source: Corporate Finance Institute. (2022). Corporate Social Responsibility. Available at: <https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/other/corporate-social-responsibility-csr>.
72. Businesses benefit from CSR in terms of employee sense of fulfilment, savings on operational costs, improved reputation and brand image, increased customer loyalty and sales, increased access to investments/ funding, reduced regulatory burden. Source: Corporate Finance Institute. (2022). Corporate Social Responsibility. Available at: <https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/other/corporate-social-responsibility-csr>.
73. CSR can be categorized into four sectors: environmental, ethical or human rights , philanthropic, economic/ financial responsibilities fulfilment of financial or governance responsibilities including transparency and compliance with corporate or financial regulations Source: Corporate Finance Institute. (2022). Corporate Social Responsibility. Available at: <https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/other/corporate-social-responsibility-csr>.
74. With the UN's adoption of the SDGs, businesses and institutions have used SDGs to support, develop, or update their framework for defining their CSR activities or framing their ESG factors. With the "sustainability" buzz word, interchanging and interspersing terms sustainability with social responsibility in CSR reporting has become a trend; reports on CSR are also named Sustainability Reports with some references to SDGs, and are dubbed ESG Reports whenever ESG frameworks are used.
75. CFA Institute. (2022). ESG Investing and Analysis. Available at: <https://www.cfainstitute.org/en/research/esg-investing#:~:text=ESG%20stands%20for%20Environmental%2C%20Social,material%20risks%20and%20growth%20opportunities>
76. Boffo, R., and R. Patalano (2020), "ESG Investing: Practices, Progress and Challenges", OECD Paris, www.oecd.org/finance/ESG-Investing-Practices-Progress-and-Challenges.pdf
77. European Commission.(n.d.). Corporate sustainability reporting. Available at: https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_en
78. E.g. Boohoo.com found to be paying less than minimum wages despite high ESG ratings. Source: Matety, V. (2020). Boohoo's sweatshop suppliers: 'They only exploit us. They make huge profits and pay us peanuts.' The Sunday Times. Available at: <https://www.thetimes.co.uk/article/boohoo-s-sweatshop-suppliers-they-only-exploit-us-they-make-huge-profits-and-pay-us-peanuts-lwj7d8fg2>.

79. Council of the European Union. (2022). New rules on corporate sustainability reporting: provisional political agreement between the Council and the European Parliament. Available at: <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/06/21/new-rules-on-sustainability-disclosure-provisional-agreement-between-council-and-european-parliament/>.
80. U.S. Securities and Exchange Commission. (2022). SEC Proposes to Enhance Disclosures by Certain Investment Advisers and Investment Companies About ESG Investment Practices. Available at: <https://www.sec.gov/news/press-release/2022-92>.
81. This would improve transparency and integrity of ESG reporting and restore investor confidence in these reports as well as establish corporate impact on climate change , among other sustainable development goals.
82. Along with textiles and apparel, coal, metals, petroleum, mining, beverages, food products. Source: European Sustainability Reporting Standards. (2022). European Financial Reporting Advisory Group. Available at: <https://www.efrag.org/Assets/Download?assetUrl=%2Fsites%2Fwebpublishing%2FSiteAssets%2FFinancial%2520Institutions%2520slides.pdf>.
83. Corporate sustainability reporting. (n.d.). European Commission. Available at: https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/corporate-sustainability-reporting_en.
84. Standards have been established for CSR such as ISO 26000 Source: ISO. (n.d.). ISO 26000 Social Responsibility. Available at: <https://www.iso.org/iso-26000-social-responsibility.html>.
85. OECD Business and Finance Outlook 2020 : Sustainable and Resilient Finance. Available at: <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/b854a453-en/index.html?itemId=/content/component/b854a453-en>
86. United Nations Environment Programme Finance Initiative, & United Nations Global Compact. (2021). Principles for Responsible Investment. Available at: <https://www.unpri.org/download?ac=10948>
87. Arose from the concept of 'custodial responsibility for the planet.' Source: Falkner, R., & Buzan, B. (2019). The emergence of environmental stewardship as a primary institution of global international society. European Journal of International Relations, 25(1), 131–155. <https://doi.org/10.1177/1354066117741948>
88. Falkner, R., & Buzan, B. (2019). The emergence of environmental stewardship as a primary institution of global international society. European Journal of International Relations, 25(1), 131–155. <https://doi.org/10.1177/1354066117741948>
89. By adopting stewardship, companies are able to make a positive contribution to improved water and sanitation management and governance that addresses their risks while contributing to sustainable development. This means adopting values and practices that aim to safeguard long-term availability of clean water and the provision of sanitation for all stakeholders in a watershed. Source: Global Reporting Initiative, United Nations Global Compact, World Business Council for Sustainable Development. (2015). SDG 6: Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all. SDG Compass. Available at: <https://sdgcompass.org/sdgs/sdg-6/>
90. "Extended Producer Responsibility is an environmental protection strategy to reach an environmental objective of a decreased total environmental impact from a product, by making the manufacturer of the product responsible for the entire life-cycle of the product and especially for the take-back, recycling and final disposal of the product. The Extended Producer Responsibility is implemented through administrative, economic and informative instruments. The composition of these instruments determines the precise form of the Extended Producer Responsibility. Lindhqvist's proposal came at a time when several European countries were initiating strategies to improve the end-of-life management of products, which resulted in almost all members of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) establishing EPR policies as an approach to pollution prevention and waste minimisation. Germany introduced the first example of EPR in Europe in 1991 with a requirement that manufacturers assume responsibility for recycling or disposing of packaging material they sold. In response, German industry set up a 'dual system' for waste collection, picking up household packaging alongside municipal waste collections." Source: Multi-Material Stewardship Western. (2022). History of EPR. Available at: <https://www.mmsk.ca/residents/history-epr/>
91. "In 1990, Swedish academic Thomas Lindhqvist created the concept of Extended Producer Responsibility (EPR) as a strategy to decrease the environmental impacts of manufactured products. He proposed making manufacturers responsible for the goods' entire life cycles – especially for takeback, recycling and final disposal. Call it, "polluter pays." In the current business model, the end user-we the consumer—are pegged as "the polluter" because it's up to us to dispose of packaging trash. EPR flips the script on the current business model and designates the manufacturer as the polluter and puts the onus of recycling packaging and other materials back on them." Source: The Climate. (2021). All EPR, All the Time. So, What's EPR? Maine's EPR Law Makes History, Oregon's #2, on the EPR Law Tip That Is! Available at: <https://theclimate.org/all-epr-all-the-time-so-whats-epr-maine-s-epr-law-makes-history-oregons-2-on-the-epr-law-tip-that-is/>

92. Davis, G., & Wilt, C. (1997). Extended Product Responsibility: A New Principle for Product-Oriented Pollution Prevention. United States Environmental Protection Agency. Available at: <https://archive.epa.gov/wastes/conserve/tools/stewardship/web/pdf/eprn.pdf>.
93. Article 13 Guidelines for Implementation: "It is increasingly common for tobacco companies to seek to portray themselves as good corporate citizens by making contributions to deserving causes or by otherwise promoting "socially responsible" elements of their business practices. Some tobacco companies make financial or in-kind contributions to organizations, such as community, health, welfare or environmental organizations, either directly or through other entities." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
94. Article 13 Guidelines for Implementation provide an example: "Tobacco industry public education campaigns, such as "youth smoking prevention campaigns" should be prohibited on the basis that they involve "contributions" when implemented by other parties or represent corporate promotion if conducted by the industry itself." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
95. Article 13 Guidelines for Implementation: "Promotion to the public of such otherwise commendable activities should be prohibited, as their aim, effect or likely effect is to promote a tobacco product or tobacco use either directly or indirectly" Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
96. Article 13 Guidelines for Implementation: prohibit "public dissemination of such information" "...except for the purposes of required corporate reporting (such as annual reports) or necessary business administration (e.g. for recruitment purposes and communications with suppliers)." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
97. Article 13 Guidelines for Implementation: "Publicity given to "socially responsible" business practices of the tobacco industry should be banned, as these constitute advertising and promotion." Source: Guidelines for implementation of Article 13 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview/treaty-instruments/tobacco-advertising-promotion-and-sponsorship>.
98. Article 5.3 Guidelines for Implementation Principle 3 Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/80510/9789241505185_eng.pdf?sequence=1.
99. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "Recommendation 5.2: Parties should require the tobacco industry and those working to further its interests to periodically submit information on tobacco production, manufacture, market share, marketing expenditures, revenues and any other activity, including lobbying, philanthropy, political contributions and all other activities not prohibited or not yet prohibited under Article 13 of the Convention... 5.3 Parties should require rules for the disclosure or registration of the tobacco industry entities, affiliated organizations and individuals acting on their behalf, including lobbyists." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
100. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "In accordance with Article 20.4(c) of the Convention, each Party should endeavour to cooperate with competent international organizations to establish progressively and maintain a global system to regularly collect and disseminate information on tobacco production and manufacture and activities of the tobacco industry which have an impact on the Convention or national tobacco control activities." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
101. Article 5.3 Guidelines for Implementation: Recognizing "the need to be alert to any efforts by the tobacco industry to undermine or subvert tobacco control efforts and the need to be informed of activities of the tobacco industry that have a negative impact on tobacco control efforts" Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>

102. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "Recommendation 5 Require that information provided by the tobacco industry be transparent and accurate. To take effective measures preventing interference of the tobacco industry with public health policies, Parties need information about its activities and practices, thus ensuring that the industry operates in a transparent manner." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
103. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5: "Article 12 of the Convention requires Parties to promote public access to such information in accordance with national law." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
104. Article 5.3 Guidelines for Implementation Recommendation 5.5: "Parties should adopt and implement effective legislative, executive, administrative and other measures to ensure public access, in accordance with Article 12(c) of the Convention, to a wide range of information on tobacco industry activities as relevant to the objectives of the Convention, such as in a public repository." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>
105. Article 5.3 Guidelines for Implementation: "Recommendations 5.1 Parties should introduce and apply measures to ensure that all operations and activities of the tobacco industry are transparent. 5.2 Parties should require the tobacco industry and those working to further its interests to periodically submit information on tobacco production, manufacture, market share, marketing expenditures, revenues and any other activity, including lobbying, philanthropy, political contributions and all other activities not prohibited or not yet prohibited under Article 13 of the Convention... 5.4 Parties should impose mandatory penalties on the tobacco industry in case of the provision of false or misleading information in accordance with national law. 5.5 Parties should adopt and implement effective legislative, executive, administrative and other measures to ensure public access, in accordance with Article 12(c) of the Convention, to a wide range of information on tobacco industry activities as relevant to the objectives of the Convention, such as in a public repository." Source: Guidelines for Implementation of Article 5.3 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2013). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/publications/m/item/guidelines-for-implementation-of-article-5.3>.
106. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 19 paragraph 2: "Parties shall cooperate with each other in exchanging information through the Conference of the Parties in accordance with Article 21 including: (a) information on the health effects of the consumption of tobacco products and exposure to tobacco smoke in accordance with Article 20.3(a); and (b) information on legislation and regulations in force as well as pertinent jurisprudence" Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
107. WHO Framework Convention on Tobacco Control Art 19 paragraph 3-4: 3. "The Parties shall, as appropriate and mutually agreed, within the limits of national legislation, policies, legal practices and applicable existing treaty arrangements, afford one another assistance in legal proceedings relating to civil and criminal liability consistent with this Convention. 4. The Convention shall in no way affect or limit any rights of access of the Parties to each other's courts where such rights exist." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
108. WHO Framework Convention on Tobacco Control Art 19 paragraph 5:"The Conference of the Parties may consider, if possible, at an early stage, taking account of the work being done in relevant international fora, issues related to liability including appropriate international approaches to these issues and appropriate means to support, upon request, the Parties in their legislative and other activities in accordance with this Article." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
109. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 17: "Parties shall, in cooperation with each other and with competent international and regional intergovernmental organizations, promote, as appropriate, economically viable alternatives for tobacco workers, growers and, as the case may be, individual sellers." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
110. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 18: "In carrying out their obligations under this Convention, the Parties agree to have due regard to the protection of the environment and the health of persons in relation to the environment in respect of tobacco cultivation and manufacture within their respective territories." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.

111. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 2 paragraph 1: "In order to better protect human health, Parties are encouraged to implement measures beyond those required by this Convention and its protocols, and nothing in these instruments shall prevent a Party from imposing stricter requirements that are consistent with their provisions and are in accordance with international law." Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
112. WHO Framework Convention on Tobacco Control Article 13.5 in relation to obligations set out in 13.4. Source: WHO Framework Convention on Tobacco Control. (2003). World Health Organization. Available at: <https://fctc.who.int/who-fctc/overview>.
113. Southeast Asia Tobacco Control Alliance, and HealthJustice Philippines. (2015). FCTC Article 5.3 Toolkit: Preventing Tobacco Industry Interference. Available at: <https://seatca.org/dmdocuments/5.3%20toolkit%202015.pdf>
114. "Cooperation between the United Nations and the business sector is principled-based. These principles are included in the United Nations Global Compact and the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights. The United Nations Global Compact provides an overall value framework for cooperation with the business sector. The principles of the Global Compact on human rights, labour, the environment and anticorruption are based on intergovernmental agreements and are specifically relevant for business. Similarly, the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights, which have been unanimously endorsed by the Human Rights Council, serve as the baseline reference point for expected business conduct, and as a benchmark for responsible business implementation." Source: United Nations. (2015). Guidelines on a principle-based approach to the Cooperation between the United Nations and the business sector. Available at: <https://www.unglobalcompact.org/library/3431>.
115. "The Guiding Principles "elaborate on the three pillars of the UN "Protect, Respect and Remedy" Framework that Prof. Ruggie proposed to the Human Rights Council in 2008. The three pillars of the Framework are:
 - The state duty to protect against human rights abuses by third parties, including business, through appropriate policies, regulation, and adjudication;
 - The corporate responsibility to respect human rights, that is, to act with due diligence to avoid infringing on the rights of others and address adverse impacts with which they are involved; and
 - The need for greater access by victims to effective remedy, both judicial and non-judicial."Source: United Nations. (2015). Guidelines on a principle-based approach to the Cooperation between the United Nations and the business sector. Available at: <https://www.unglobalcompact.org/library/3431>.
116. The United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) was tasked to develop a common approach to partnerships with the private sector, to facilitate contributions in support of the SDGs An inter-UN agency group developed a Common Approach to Due Diligence for Private Sector Partnerships (Common Approach) which reflects current practices for private sector engagement, and affirms common principles, citing Repositioning the UN development system to deliver on the 2030 Agenda – Ensuring a Better Future for All (A/72/124-E/2018/3) 5 Repositioning the United Nations development system to deliver on the 2030 Agenda: our promise for dignity, prosperity and peace on a healthy planet [A/72/684]. Source: United Nations Sustainable Development Group. (2019). 2019 ECOSOC Partnership Forum "Partnerships Driving Inclusive Implementation of the SDGs" Concept Note. Available at: https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21335Final_Concept_Note_2019_ECOSOC_Partnership_Forum.pdf Furthermore, the Secretary-General has recently initiated an ambitious reform to reposition the United Nations Development System (UNDS)3 with the aim of re-aligning its leadership, capacities and accountability mechanisms including in the area of partnerships to meet the demands in delivering on the 2030 Agenda. As per the two Reports of the Secretary-General in June 20174 and December 20175 on the UNDS reform, the United Nations Sustainable Development Group (UNSDG) is currently leading a system-wide effort on this regard. In his December 2017 report, the Secretary-General further committed to six partnership related work streams: i. UNSDG to agree on a system-wide approach to partnership ii. Strengthen system-wide integrity, due diligence and risk management, including the 10 Global Compact principles on for private sector engagement iii. Improved global level governance from the Global Compact iv. Reinvigoration of UNOP as the global gateway for partnership v. A system-wide compact with IFIs vi. Efforts to invigorate UN support for South-South cooperation. Source: United Nations General Assembly Economic and Social Council. (2017). Repositioning the United Nations development system to deliver on the 2030 Agenda: ensuring a better future for all. Available at: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/210/35/PDF/N1721035.pdf?OpenElement>.

117. "Principles and exclusionary criteria: most UN organizations sampled have a similar core set of guiding principles³ for engagement with the business sector, with a few additional ones uniquely reflecting their own mandates. Most of the agencies also have a set of exclusionary criteria for partnerships or other types of collaboration, some of which are common to virtually all (e.g. business practices colliding with UN Resolutions), some are adopted by many (e.g. tobacco and alcohol), while others are specific to individual agencies and mandates (e.g. company practices not compliant with the International Code of Marketing of Breast-milk Substitutes). In addition to exclusionary criteria, most of the mapped UN entities have identified some sectors considered "high risk" for which they apply more rigorous risk assessment." Source: United Nations Sustainable Development Group. (2020). UNSDG Common Approach to Prospect Research and Due Diligence for Business Sector Partnerships. Available at: <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-03/Annex-1-UNSDG-Common-Approach-to-Due-Diligence.pdf>
118. "currently there is no alignment and little clarity within the UN family on when and for which types of engagement with business due diligence shall be exercised. In addition, the definition of "partnerships" itself seems to be different across different organizations, making coordination in approach and practice difficult, especially in case of multi-agency collaborations." Source: United Nations Sustainable Development Group. (2020). UNSDG Common Approach to Prospect Research and Due Diligence for Business Sector Partnerships. Available at: <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-03/Annex-1-UNSDG-Common-Approach-to-Due-Diligence.pdf>
119. "As a common standard, United Nations organizations will not engage in funding or co-branded partnerships with companies falling under the above criteria. For companies indirectly linked to exclusionary business activities (e.g. via subsidiary, or parent company) such engagements may be considered, but only under certain conditions: the core business of such business entity does not itself meet the exclusionary criterion, and the two entities are sufficiently separated both in terms of corporate structure and from a public perception perspective. Each UN organization can develop its threshold policy to determine "separation, or agree to adopt an existing one from another UN organization. Examples of thresholds currently used to determine degree of separation include ownership level (e.g. >50% of direct ownership) while for the public perception proxy branding indicators are used (e.g. subsidiary and parent company using the same brand and being publicly promoted as part of the same business strategy). In exceptional cases, interactions may still be possible with some companies falling in the above categories, for example when the purpose of the engagement is specifically to address the issue identified as exclusionary (e.g. interaction aimed at addressing violations of human and labour rights in the supply chain, or in the workplace)" Source: United Nations Sustainable Development Group. (2020). UNSDG Common Approach to Prospect Research and Due Diligence for Business Sector Partnerships. Available at: <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-03/Annex-1-UNSDG-Common-Approach-to-Due-Diligence.pdf>
120. "In response to the 2017 Report of the United Nations Secretary-General on repositioning the United Nations development system,¹ which called for a coherent and streamlined approach on due diligence standards and procedures across the United Nations system as part of stepping up the scale and scope of partnerships with the business community to accompany the requirements of the 2030 Agenda, WHO has actively participated in the consultative process and provided inputs to the United Nations Sustainable Development Group on a proposed common approach to prospect research and due diligence for business sector partnerships. In its contributions towards increasing harmonization, efficiency and transparency across the United Nations family, the WHO Secretariat has sought to ensure that the common approach respects the Organization's policies regulating engagement with private sector entities and its due diligence and risk assessment, which Member States have explicitly negotiated and approved through governing bodies." Source: World Health Organization. (2019). Engagement with non-State actors Report on the implementation of the Framework of Engagement with Non-State Actors. Available at: https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB146/B146_34-en.pdf.
121. United Nations Social and Economic Council. (2017). E/2017/L.21 United Nations Inter-Agency Task Force on the Prevention and Control of Non-communicable Diseases. Available at: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N17/153/40/PDF/N1715340.pdf?OpenElement>
122. "Violation or complicity in human rights abuses, including the rights of indigenous peoples. Use or toleration of forced or compulsory labor. Use or toleration of the worst forms of child labor. Involvement in the manufacture, sale or distribution of any armaments, and/or weapons or their components, and replica weapons marketed to children. Violations of UN sanctions and the relevant conventions, treaties, and resolutions, and inclusion in UN ineligibility lists. Manufacture, sale or distribution of tobacco or tobacco products. Manufacture, sale or distribution of alcohol (except wine and beer). Involvement in the manufacture, sale and distribution of pornography. Manufacture, sale or distribution of pharmaceuticals pesticides/herbicides, asbestos, ozone-depleting substances and persistent organic pollutants subject to international bans or phase-outs, and wildlife or products regulated under the CITES" Source: United Nations Development Programme. (2013). New Due Diligence Policy to work with the Private Sector. Available at: [https://popp.undp.org/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/UNDP%20Policy%20for%20Due%20Diligence%20and%20Partnerships%20with%20the%20Private%20Sector%20\(2013\).pdf](https://popp.undp.org/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/UNDP%20Policy%20for%20Due%20Diligence%20and%20Partnerships%20with%20the%20Private%20Sector%20(2013).pdf).

123. For the purposes of this statement: - tobacco industry means any entity involved in the manufacture, sale or distribution of tobacco and related products, and any affiliate of such entity; and - arms industry means any entity involved in the manufacture, sale or distribution of arms, and any affiliate of such entity. This disclosure statement needs to be provided by any nongovernmental organization, private sector entity, philanthropic foundation and academic institution prior to engaging with Unitaid." Source: Unitaid. (n.d.). Annex 8: Declaration regarding tobacco and arms industry. Available at: <https://unitaid.org/assets/Annex-8.-Tobacco-and-Arms-Industries.docx>.
124. "Due Diligence Criteria: Consistent with the United Nations Common Approach, UNESCO's due diligence process considers both risks and opportunities of an engagement with a private sector donor. In doing so, the due diligence process will use the following criteria to help ensure that potential risks and opportunities related to the integrity of prospective partners are considered at the earliest stages: A small set of exclusionary criteria which refer to business categories and/or practices considered inherently incompatible with values of the UN, its treaties, or other international standards. Partnerships with prospects falling within the exclusionary criteria should not be pursued. A set of preferred partner attributes to help identify business sector actors who demonstrate their commitments and efforts in support of the SDGs or responsible citizenship and alignment with international and sectoral standards, including the UN Global Compact 10 principles and the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, in a consistent manner. Criteria for disengagement are also defined" Source: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). Follow-up to decisions and resolutions adopted by the Executive Board and the General Conference at their previous sessions, Part II: management issues. Available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372858?locale=en>.
125. "For companies indirectly linked to exclusionary business activities (e.g. via subsidiary, or parent company) such engagements may be considered, but only under certain conditions: the core business of such business entity does not itself meet the exclusionary criterion, and the two entities are sufficiently separated both in terms of corporate structure and from a public perception perspective*.
- * For the public perception proxy branding indicators are used (e.g. subsidiary and parent company using the same brand and being publicly promoted as part of the same business strategy)." Source: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). Follow-up to decisions and resolutions adopted by the Executive Board and the General Conference at their previous sessions, Part II: management issues. Available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372858?locale=en>.



À propos de STOP (Stop Tobacco Organizations and Products)

STOP est une organisation mondiale de surveillance de l'industrie du tabac dont la mission est de démasquer les stratégies et tactiques de l'industrie du tabac qui minent la santé publique. STOP est financée par Bloomberg Philanthropies et fait partie d'une alliance entre le Groupe de recherche sur le contrôle du tabac (TCRG) de l'Université de Bath, le Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC), l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies pulmonaires (L'Union) et Vital Strategies. Pour plus d'informations, visitez expositobacco.org.